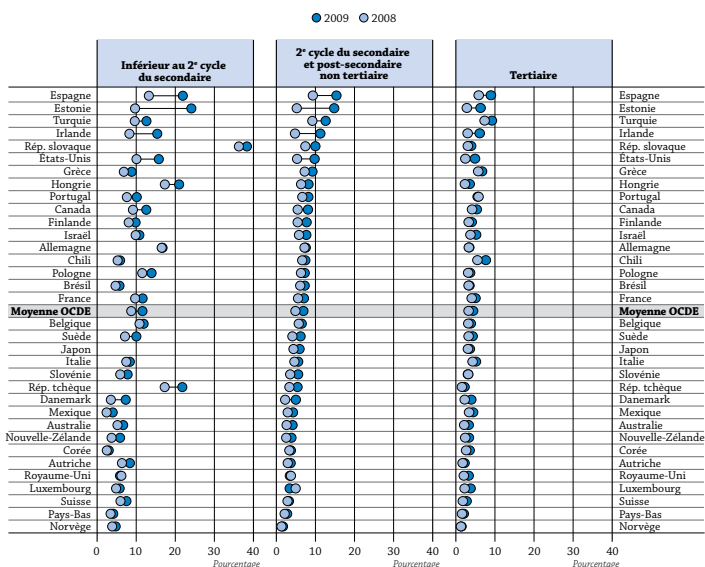


Le forum international de l'OCDE destiné aux établissements de l'enseignement supérieur.
Pour devenir membre : www.oecd.org/edu/imhe/membre

UN APERÇU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

En 1961, l'enseignement supérieur était le privilège de quelques-uns. Aujourd'hui, environ 30 % des adultes des pays membres de l'OCDE possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur. Malgré une période de marché du travail instable et où la crise économique mondiale ne se traduit pas seulement par un taux élevé de chômage mais également par une réévaluation fondamentale de la nature et de la valeur de l'enseignement supérieur, seule la demande de formation continue de se développer. Pourquoi ? Les données de l'OCDE dans la publication « *Regards sur l'Éducation 2011* » nous apportent quelques éléments de réponse.

Variation du taux de chômage selon le niveau de formation (2008-09)



Les pays sont classés par ordre décroissant du taux de chômage de 2009 des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE, Tableau A7.4a. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Tout d'abord, l'éducation est généralement une bonne garantie contre le risque de chômage et l'assurance de conserver un emploi durant les périodes économiques difficiles. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage des personnes possédant un niveau d'enseignement supérieur a stagné ou était en dessous des 5 % entre 1997 et 2009 alors qu'il dépassait à plusieurs reprises les 10 % durant cette même période pour ceux qui n'avaient pas atteint un niveau d'enseignement secondaire supérieur. Cette tendance générale s'est confirmée même au plus fort de la récession mondiale de 2009. Durant cette année, le taux de chômage moyen dans les pays de l'OCDE se situait à 4.4 % pour les personnes détenant un diplôme de l'enseignement supérieur, 6.8 % pour ceux ayant atteint un niveau d'enseignement secondaire de deuxième cycle, et 11,5 % pour ceux n'ayant pas atteint de diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

De surcroît, une proportion plus élevée de personnes ayant un diplôme universitaire tend généralement à occuper un emploi à temps plein plutôt qu'à temps partiel. Les données indiquent que la proportion de personnes travaillant à temps plein est de 10 points de pourcentage supérieur chez les diplômés de l'enseignement supérieur que chez

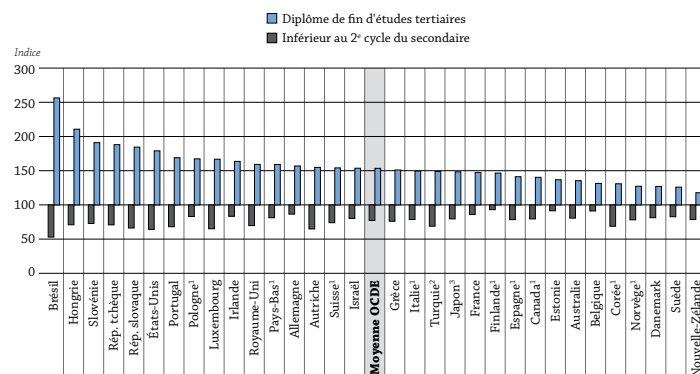
les non-détenteurs d'un diplôme de l'enseignement secondaire de deuxième cycle.

Les travailleurs les plus diplômés sont non seulement mieux enclins à trouver un emploi et moins menacés par le chômage, mais également plus susceptibles d'être payés davantage pour leur activité. L'enseignement

supérieur apporte d'importants avantages financiers, tant sur le court terme que dans la durée. Un diplômé de l'enseignement supérieur peut s'attendre à gagner plus de 50 % de plus qu'une personne diplômée de l'enseignement secondaire de deuxième cycle ou post-secondaire non supérieur. Les données montrent qu'au Brésil, en République tchèque, en Grèce, en Hongrie, en Pologne, en République slovaque et aux États-Unis, les hommes titulaires d'un diplôme d'une université ou d'un programme de recherche avancée gagnent au moins 80 % de plus que ceux qui n'ont pas atteint l'enseignement secondaire de deuxième cycle ou post-secondaire non supérieur. Dans les pays suivants : Brésil, Grèce, Hongrie, Irlande, Japon, République slovaque, Royaume-Uni et États-Unis, les femmes ont ce même avantage.

Revenus du travail relatifs de la population âgée de 25 à 64 ans

(2009 ou année de référence indiquée)
2^e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire = 100



Remarques : les revenus du travail indiqués pour la Belgique, la Corée et la Turquie sont les revenus avant impôts ; les données relatives à la Hongrie, au Luxembourg, à la Pologne, au Portugal, à la République tchèque et à la Slovaquie excluent les revenus du travail des actifs occupés travaillant à temps partiel ; les données relatives à la Hongrie, au Luxembourg, à la Pologne et à la Slovaquie excluent également les revenus des travailleurs saisonniers.

1. Année de référence : 2008.
2. Année de référence : 2005.
3. Année de référence : 2007.

Les pays sont classés par ordre décroissant des revenus du travail relatifs de la population âgée de 25 à 64 ans titulaire d'un diplôme de fin d'études tertiaires.

Source : OCDE, Tableau A8.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Au cours d'une carrière, ces gains supplémentaires s'additionnent. Par exemple, en Hongrie, en Irlande, en Italie, en Corée, au Portugal, en Slovaquie et au Royaume-Uni, les hommes diplômés de l'enseignement supérieur peuvent s'attendre à gagner au moins 400 000 USD de plus que ceux qui n'ont pas atteint ce niveau d'éducation. Aux États-Unis, ce chiffre dépasse les 600 000 USD. Les femmes diplômées de l'enseignement secondaire bénéficient également en moyenne d'un gain net de plus de 100 000 USD par rapport aux diplômées de l'enseignement supérieur, tout en tenant compte des coûts et avantages de l'enseignement supérieur. Bien que les avantages financiers cumulatifs pour les femmes soient nettement inférieurs

A découvrir

- Un aperçu de l'enseignement supérieur
- Perspectives économiques n° 90, novembre 2011
- L'économie de la Lombardie a besoin de compétences élevées
- L'enseignement supérieur démocratique : y parvenir et le soutenir, prochain événement à ne pas manquer !
- Votre Indice "Vivre mieux" de l'OCDE
- Nouvelles de l'IMHE
- Publications
- Calendrier de l'IMHE

rieurs à ceux de leurs homologues masculins, ils demeurent encore importants comparés aux gains des femmes qui n'ont pas atteint un niveau d'enseignement comparable.

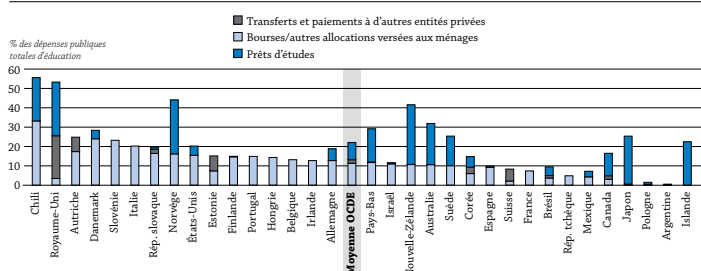
Les détenteurs de diplômes de l'enseignement supérieur apportent des bénéfices non seulement aux individus mais également à la société. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement net public sur investissement dans l'enseignement supérieur - mesuré en recettes fiscales plus élevées, cotisations sociales plus lourdes et transferts sociaux moindres - est supérieur de 90 000 USD pour un homme et de 55 000 USD pour une femme. En tenant compte des bourses d'études, les bénéfices l'emportent sur les coûts publics au point d'être plus de quatre fois supérieurs.

Les dépenses associées à l'enseignement supérieur existent. Elles reposent à la fois sur les gouvernements et les individus. Les gouvernements tissent de nouveaux partenariats pour partager ces coûts et ces bénéfices plus équitablement. Entre 2000 et 2008, les dépenses publiques et privées ont augmenté, mais la part du financement public des établissements de l'enseignement supérieur a diminué de 73 % à 67 % dans 19 pays de l'OCDE tandis que celle du financement privé a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE disposant de données comparables.

Toutefois, une partie du financement est supportée par les individus et leurs familles. Depuis 1995, 14 des 25 pays pour lesquels les informations sont disponibles ont mis en œuvre des réformes sur les frais de scolarité, et la plupart de ces réformes ont entraîné une augmentation moyenne des frais facturés par les établissements publics de l'enseignement supérieur. Dans un tiers des pays ayant des données disponibles, les établissements publics ou privés subventionnés facturent aux étudiants nationaux des frais annuels qui dépassent les 1 500 USD en Corée. Aux États-Unis, ces frais peuvent dépasser les 5 000 USD.

Aides publiques au titre de l'enseignement tertiaire (2008)

Aides publiques aux ménages et autres entités privées au titre de l'éducation, en pourcentage des dépenses publiques totales d'éducation, par type d'aides



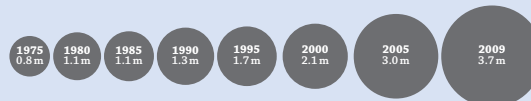
Les pays sont classés par ordre décroissant de la part, dans les dépenses publiques totales d'éducation, des transferts et paiements à d'autres entités privées.
 Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Tableau BS.3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Pour encourager la participation aux études, en particulier chez les personnes à faibles revenus, les gouvernements offrent des subventions aux étudiants et à leurs familles pour compenser ces coûts. Une moyenne de 21 % des dépenses publiques consacrées à l'enseignement supérieur est dédiée à soutenir les élèves, les ménages et autres parties privées. En Australie, au Chili, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande, en Norvège et au Royaume-Uni, le système d'octroi de subventions / bourses et de prêts est bien développé. Les subventions publiques aux ménages représentent au moins 29 % du budget public de l'enseignement supérieur.

Compte tenu des avantages liés à l'enseignement supérieur et des mesures prises par les gouvernements pour alléger le fardeau financier des familles, il n'est pas surprenant que le nombre d'étudiants inscrits dans des programmes d'enseignement supérieur soit en augmentation. Sur la base de modèles actuels d'entrée dans l'enseignement supérieur, l'OCDE estime qu'au cours de leur vie et en moyenne, 59 % des jeunes adultes d'aujourd'hui des pays membres de l'OCDE intégreront des programmes théoriques tertiaires, et 19 % assisteront à des programmes professionnels tertiaires plus courts. Selon les données de l'UNESCO, quelques 165 millions d'étudiants ont intégré l'enseignement supérieur dans le monde entier en 2009 - soit une augmentation de 65 % depuis 2000. Durant cette même période, le nombre d'étudiants étrangers inscrits à travers le monde a même augmenté à un taux supérieur de 77%. *Regards sur l'Éducation* rapporte qu'en 2009, près de 3.7 millions d'étudiants de l'enseignement

Accroissement à long terme du nombre d'étudiants scolarisés dans un pays dont ils ne sont pas ressortissants

Accroissement de l'internationalisation de l'enseignement tertiaire (entre 1975 et 2009, en millions)



Source : OCDE et Institut de statistique de l'UNESCO.

La base de données sur les effectifs d'étudiants scolarisés à l'étranger dans le monde est constituée à partir de deux sources différentes : l'OCDE et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). L'ISU a fourni les données de 1975 à 1995 sur tous les pays et les données de 2000, 2005 et de 2009 sur la plupart des pays non membres de l'OCDE. L'OCDE a fourni des données de 2000 et de 2009 sur ses pays membres et les autres pays non membres. Les données de ces deux sources ont pu être combinées, car elles se basent sur des définitions identiques. Les données manquantes ont dû être imputées sur la base des données les plus proches pour éviter que des lacunes dans la couverture des données ne donnent lieu à des ruptures de séries chronologiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932468495>

supérieur étaient scolarisés en dehors de leur pays de citoyenneté.

L'enseignement supérieur a clairement pris une dimension mondiale : en termes absolus, la plupart des étudiants étrangers sont originaires de Chine, d'Inde et de Corée. Les étudiants asiatiques représentent 52 % des étudiants étrangers inscrits dans le monde entier. Les étudiants étrangers représentent 10 % ou plus du nombre d'inscriptions dans l'enseignement supérieur en Australie, en Autriche, en Nouvelle-Zélande, en Suisse et au Royaume-Uni. Ils représentent également plus de 20 % des inscriptions dans les programmes de recherche avancée en Australie, en Autriche, en Belgique, au Canada, en Nouvelle-Zélande, en Suède, en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis. L'inscription d'étudiants étrangers peut non seulement contribuer à augmenter les recettes de l'enseignement supérieur, mais peut également faire partie d'une stratégie plus large pour recruter des immigrants hautement qualifiés. Par exemple, dans les pays de l'OCDE disposant de données, une moyenne de 25 % des étudiants étrangers qui ne renouvellent pas leur permis d'étudiant changent leur statut d'étudiant dans le pays hôte pour des raisons principalement professionnelles.

L'internationalisation de l'enseignement supérieur va de pair avec un changement du réservoir mondial des compétences. Une personne retraitée sur trois ayant un niveau universitaire réside aux États-Unis, alors que c'est le cas d'un seul diplômé universitaire sur cinq qui entre sur le marché du travail. Inversement, alors que seulement 5 % des adultes en Chine ont un diplôme de l'enseignement supérieur, en raison de la taille de sa population, la Chine se classe désormais en deuxième position derrière les États-Unis et devant le Japon, parmi les pays de l'OCDE et du G20, dans le pourcentage de la population ayant atteint le niveau de l'enseignement supérieur. Cette tendance va probablement se poursuivre, et même s'intensifier, en même temps que l'enseignement secondaire devient universel.

Regards sur l'Éducation 2011 décrit l'enseignement supérieur comme un processus dynamique et en constante expansion - évolution qui pourrait se poursuivre - source de leaders et innovateurs du futur et comme moteur indispensable à la croissance économique et à une plus grande compréhension entre les cultures.

www.oecd.org/edu/eag2011

NOUVELLES DE L'IMHE

L'IMHE a le plaisir d'accueillir de nouveaux membres

- > Central University of Technology, Free State - Afrique du Sud
- > Collège des Bahamas - Bahamas
- > Université de Medellín - Colombie
- > New England Board of Higher Education - États-Unis
- > Université américaine de Beyrouth - Liban
- > Consejo para la Acreditación de la Educación Superior, Copaes - Mexique
- > Université du Qatar - Qatar
- > Brno University of Technology - République tchèque
- > Ministère de l'Éducation - Singapour
- > Université nationale de Cheng Kung - Taïpei chinois

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES N° 90, NOVEMBRE 2011

L'économie mondiale s'est considérablement détériorée depuis cet été. Les économies avancées ralentissent. Le chômage reste très élevé dans de nombreux pays de l'OCDE et, de manière inquiétante, le taux élevé de chômage de longue durée devient de plus en plus courant. Les économies émergentes continuent à croître à un rythme soutenu, mais leur taux de croissance reste également modéré. La projection montre une très faible croissance pour la zone OCDE dans le court terme, et une légère récession dans la zone euro, suivie d'une reprise douce et progressive. Sur cette base, le chômage resterait très élevé. Les perspectives pourraient être beaucoup plus sombres

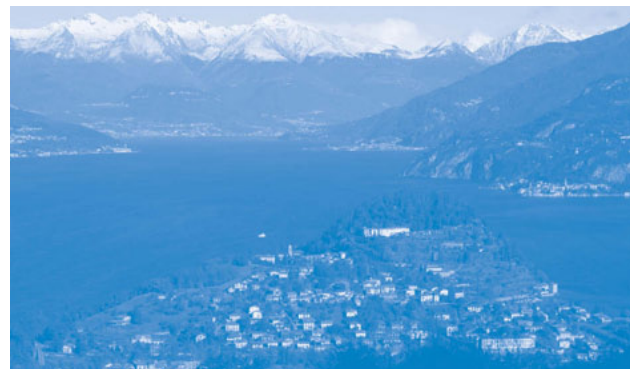
si des événements négatifs devaient se produire, notamment une situation de défaut de la zone euro avec contagion redoublée pour un certain nombre d'autres pays ou une politique budgétaire excessivement serrée aux États-Unis en raison de l'impasse politique. D'un autre côté, les perspectives de l'économie mondiale et de la zone OCDE pourraient nettement s'améliorer si des mesures venaient à être prises pour endiguer avec succès la contagion dans la zone euro et si un programme budgétaire à moyen terme crédible venait à être promulgué aux États-Unis.

www.oecd.org/oecdEconomicOutlook

L'ÉCONOMIE DE LA LOMBARDIE A BESOIN DE COMPÉTENCES ÉLEVÉES


La Lombardie, réputée comme la région la plus dynamique de l'Italie, a été lente à passer à une économie de la connaissance. Malgré l'importance du secteur de l'enseignement supérieur, seulement 15 % de sa main d'œuvre possède un diplôme de l'enseignement supérieur (ES). Son marché du travail a traditionnellement recruté de nombreux emplois peu qualifiés. Le nouveau rapport de l'OCDE souligne que pour maintenir sa position mondiale, la Lombardie a besoin d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et d'une économie fondée sur la connaissance, en mesure d'intégrer ce savoir. Les universités peuvent jouer un rôle clé dans la réalisation de ces objectifs. Le gouvernement régional de la Lombardie conçoit les établissements de l'Enseignement Supérieur et l'innovation comme des moteurs clés de l'économie et a sollicité de plus grandes compétences dans ces domaines, ainsi que le financement de l'ES. Dans un même temps, le financement public est sous pression croissante en Italie, qui consacre déjà moins de ressources financières à l'ES que d'autres pays de l'OCDE.

La mission portant sur cet examen a été menée par Jaana Puukka (OCDE/IMHE). Les experts étaient Susan Christopherson (États-Unis),



Patrick Dubarle (France), Andrea Hofer (OCDE/Programme LEED), Maria Helena Nazaré (Portugal) et Giuseppe Ronsisvalle (Italie).

Pour plus de renseignements, veuillez contacter

 Jaana.puukka@oecd.org

ou www.oecd.org/edu/imhe/regionaldevelopment

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DÉMOCRATIQUE : Y PARVENIR ET LE SOUTENIR, PROCHAIN ÉVÉNEMENT À NE PAS MANQUER !

L'enseignement supérieur va-t-il poursuivre sa mission de billet d'entrée à la mobilité sociale et à la réussite économique ? Dans quelle mesure l'expérience de l'enseignement supérieur de l'« occident » est-elle pertinente pour les économies émergentes de l'Asie et de l'Amérique Latine ? Les nations et établissements d'enseignement supérieur luttent pour mieux comprendre et affronter les défis liés à une éducation de masse. Depuis les années 80, les gouvernements ont tenté d'améliorer les services publics dont l'enseignement supérieur. Dans le même temps, la plupart des pays ont continué à étendre leur système d'enseignement supérieur en vue d'inclure de plus en plus d'étudiants. Cette extension a été mise en place pour essayer d'accroître les compétences, l'éducation et les aptitudes de la main d'œuvre et améliorer ainsi l'économie du pays. Les nou-

velles technologies ont conduit à des développements rapides tels que l'apprentissage en ligne et elles ont fourni un renouveau à l'enseignement à distance comme réponses à la demande. La montée de l'enseignement supérieur privé et à but lucratif dans de nombreux pays a accru la complexité institutionnelle et a conduit à un appel à une plus grande responsabilisation. Quel sera l'effet de ces développements sur la qualité de l'enseignement dispensé ? De quelle manière la crise financière mondiale actuelle va-t-elle affecter encore l'enseignement supérieur ? Investir dans l'enseignement supérieur est-il toujours la meilleure solution ?

Cette Conférence aura lieu les 17-19 septembre 2012 à Paris, France

Pour vous inscrire : www.oecd.org/edu/imhe/generalconference

VOTRE INDICE « VIVRE MIEUX » DE L'OCDE

Notre qualité de vie s'améliore-t-elle ? A quoi la mesurons-nous ? Quels sont les ingrédients clés pour améliorer le bien-être ? Est-il lié à une meilleure éducation, à la santé, au logement, ou aux heures de travail ? Ces facteurs varient-ils selon les personnes en fonction des pays ?

Depuis près de dix ans, l'OCDE a identifié la meilleure façon de mesurer le progrès des sociétés, dépasser le cadre classique des statistiques du Produit Intérieur Brut et tenir compte des domaines qui ont le plus d'effets sur la vie des gens. S'appuyant sur les recommandations de la *Commission Stiglitz sur la Mesure de la Performance Économique et du Progrès Social*, et notre propre rapport *Vivre Mieux*, nous avons créé *Votre Indice « Vivre mieux »*, un outil interactif qui vous permet de comparer le bien-être entre les pays, sur la base de 11 dimensions : emploi, revenus, gouvernance, envi-

ronnement, logement, éducation, communauté, conciliation travail et vie privée, santé, sécurité et bien-être subjectif.

Cette plate-forme numérique vous permet d'accorder à chacune de ces dimensions une valeur variable, et donc de décider vous-même la façon de mesurer le bien-être.

La visualisation qui en résulte fournit une vue unique sur la manière dont les pays oeuvrent selon les priorités que vous avez fixées. Alors que vous explorez chaque thème, vous trouverez des informations plus spécifiques à chaque pays, y compris des liens vers des centaines de publications de l'OCDE en libre accès.

Pour plus d'informations : www.oecdbetterlifeindex.org



LE COIN DES LIVRES



Les essentiels de l'OCDE
De la crise à la reprise : Causes, déroulement et conséquences de la Grande Récession
Éditions OCDE, ISBN : 9789264079489

Nous traversons le ralentissement économique mondial le plus marqué depuis plus de six décennies. Comment est-il survenu ? Et comment rendre la reprise durable ?

De la crise à la reprise retrace les causes, le déroulement et les conséquences de la « Grande Récession » : une accumulation rapide de liquidité, combinée à une réglementation défaillante, a entraîné une crise financière qui a rapidement gagné l'économie réelle, avec son lot de disparitions d'entreprises et un chômage sans précédent depuis des décennies.

Si le pire de cette crise semble à présent derrière nous, un retour rapide à une forte croissance paraît improbable, et l'emploi ne retrouvera pas son niveau d'avant la crise avant plusieurs années. En raison de l'importance de la dette à la fois publique et privée, tout indique que les compressions et les économies deviendront prioritaires, ce qui signifie que les répercussions de la récession continueront à se faire sentir dans les années à venir.



Languages in a Global World: Learning for Better Cultural Understanding
Éditions OCDE, ISBN : 9789264123557

La montée de la mondialisation rend les compétences linguistiques plus pertinentes, tant sur le plan individuel que social. Cette publication examine les liens entre la mondialisation et la manière dont nous enseignons et apprenons

les langues. Elle analyse dans un premier temps pourquoi certaines personnes ont plus de succès que d'autres dans l'apprentissage d'une langue étrangère, et pourquoi certains systèmes d'éducation ou pays ont plus de succès que d'autres à enseigner les langues.

Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent
Éditions OCDE, ISBN : 9789264119543

Depuis les années 80 et jusqu'à la récente récession, les écarts salariaux



se sont creusés et dans une grande majorité des pays de l'OCDE, l'inégalité des revenus des ménages s'est accentuée. Cela s'est produit alors même que les pays traversaient une période de croissance économique et d'emploi durables. Ce rapport analyse les principales forces sous-jacentes à ces développements. Il examine dans quelle mesure la mondialisation économique, les progrès technologiques fondés sur les compétences et les réformes institutionnelles et réglementaires ont eu un impact sur la répartition des revenus. Le rapport fournit d'autres éléments sur la façon dont les changements dans la formation des structures familiales et des ménages ont modifié les revenus des ménages et les inégalités salariales. Ce rapport analyse comment les systèmes fiscaux et de prestations ont évolué dans la redistribution des revenus des ménages et examine quelles politiques sont les plus prometteuses pour contrer l'augmentation des inégalités et comment arbitrer le mélange de politiques alors que les finances publiques sont sous pression.

La littératie, un atout pour la vie : Nouveaux résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes

Éditions OCDE, ISBN : 9789264091283

La littératie, un atout pour la vie est le deuxième rapport de l'enquête sur la littératie et les compétences des adultes. Il présente des résultats supplémentaires sur la nature et l'ampleur des écarts en littératie qui existent dans les pays de l'OCDE et sur l'évolution à moyen terme de ces écarts. Il jette un nouvel éclairage sur les facteurs qui influencent l'acquisition des compétences des adultes dans divers contextes – à la maison et au travail – dans les onze pays ayant participé au premier et au dernier cycles de collecte de données entre 2003 et 2008. L'étude présente des données comparatives quant à l'incidence de divers facteurs sur l'offre de compétences. Elle ménage une place de choix aux compétences en numératie et en résolution de problèmes, et explore les liens entre la numératie et les facteurs sociodémographiques clés ainsi que les résultats sur le marché du travail et les gains.

CALENDRIER DE L'IMHE

Retrouvez toutes nos dates de réunion
à l'adresse
www.oecd.org/edu/imhemetings

- 12-13 avril 2012** *L'internationalisation facteur de création d'emplois et de croissance économique*, New York, États-Unis.
www.oecd.org/edu/imhe/whatworks
✉ fabrice.henard@oecd.org ou jlane@albany.edu
- 17-19 sept. 2012** Conférence générale de l'IMHE, *L'enseignement supérieur démocratique : y parvenir et le soutenir*, Paris, France.
www.oecd.org/edu/imhe/conferencegenerale
- Décembre 2012** Résultats et prochaines étapes de l'étude de faisabilité sur l'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO).
✉ ahelo@oecd.org

AUTRES RÉUNIONS

- 30 janvier 2012** MODERN, conférence : S'engager dans le projet de modernisation de l'enseignement supérieur européen, Bruxelles, Belgique.
www.highereducationmanagement.eu/
- 29 août – 1er septembre 2012** 16^e conférence annuelle de l'IEASA, Promouvoir l'internationalisation de l'enseignement supérieur à travers des collaborations de recherche internationales, partenariats et enseignements novateurs.
www.ieasa2012.cmc-uct.co.za

- 11-14 sept. 2012** 24^e conférence annuelle de l'EAIE, Dublin, Irlande.
www.eaie.org/Dublin/
- 13-16 nov. 2012** 14^e Conférence Générale de l'AIU : *Enseignement supérieur et programme mondial : Des voies alternatives pour l'avenir*, San Juan, Porto Rico.
www.iau-aiu.net/



**Avez-vous changé d'adresse ?
Veuillez en informer l'IMHE.**

Si vous recevez uniquement la version papier de ce bulletin et que vous souhaitez continuer à recevoir ce bulletin, merci de communiquer votre adresse électronique à imhe@oecd.org.

IMHE-Info est publié en anglais et en français par le Programme de l'OCDE sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE). Des extraits de ce bulletin peuvent être reproduits en indiquant la source. Toute demande de renseignement, tout commentaire ou article susceptible d'être publié doit être adressé à : Valérie Lafon, Programme IMHE, OCDE, 2, rue André-Pascal 75775 Paris Cedex 16 – France
Tél. : (33) 1 45 24 92 24 ou (33) 1 45 24 75 84
Fax : (33) 1 44 30 61 76
imhe@oecd.org – www.oecd.org/edu/imhe